

Maitrise d'œuvre de travaux de chauffage aux énergies renouvelables sur deux sites pour la Commune de Bénévent l'Abbaye 23210

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE
PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE
Articles L.2120.1, L.2123.1, R.2123-1 et R.2123-4

- ❖ Maître d'ouvrage : Commune de Bénévent l'Abbaye23210
- ❖ Maître d'ouvrage délégué : SDEC.

Réf dossier : moe_2p-bbaye_0619

Programme EnR
Contact : Yaya MBALLO
Tel : 05 55 81 53 17 Fax : 05 55 52 01 67 Mobile : 06 30 70 68 91 E. mail : y.mballo@sde23.fr



SYNDICAT DÉPARTEMENTAL DES ÉNERGIES DE LA CREUSE
11 Avenue Pierre Mendès-France 23000 GUERET
Tél. 05 55 81 53 01 Fax. 05 55 52 01 67 www.sde23.fr

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet du marché

Dans le cadre d'un partenariat entre la commune de Bénévent l'Abbaye et le SDEC, le Syndicat sélectionne une équipe de maîtrise d'œuvre pour dans le cadre deux projets relatifs à des travaux de chauffage de bâtiments publics :

- 1) une chaufferie avec pompe à chaleur géothermique pour les besoins de chauffage de deux corps de bâtiments (lot1) reliés par un réseau de chaleur, dont les travaux sont estimés à 196 751€HT ;
- 2) une chaufferie aux granulés de bois pour les besoins de chauffage d'un corps de bâtiments (lot2), dont les travaux sont estimés à 57 660€HT.

Les caractéristiques techniques et financières de chaque projet sont indiquées dans les rapports d'études de faisabilité propre à chaque thématique. Les deux installations sont à réaliser pour le compte de la commune de Bénévent l'Abbaye, maître d'ouvrage.

Dans le cadre de ce projet, la commune a signé avec le SDEC une **convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage, avec délégation de la maîtrise d'œuvre au Syndicat**. Le SDEC agit, par conséquent, au nom de la commune, en qualité de maître d'ouvrage délégué.

2. Contenu des éléments de la mission

Le contenu de chaque élément de la mission est celui qui figure à l'arrêté du 21 décembre 1993, sous réserves des dispositions du présent CCAP. Les éléments de la mission sont détaillés dans le tableau du chapitre relatif à la mission de maîtrise d'œuvre du présent document.

ARTICLE 2 : INTERVENANTS

1. Le Maître d'ouvrage

Monsieur André MAVIGNER, Maire
Mairie
23210 BÉNÉVENT L'ABBAYE

2. Maître d'ouvrage délégué

M. André MAVIGNER, Président
Syndicat Département des Energies de la Creuse -SDEC
11, avenue Pierre Mendès-France 23004 Guéret

3. Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'acte d'engagement.

4. Cotraitant

✓ **Groupement de maîtrise d'œuvre**

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement. Conformément à l'article 51 VII du code des marchés publics, le SDEC imposera aux prestataires, après attribution du marché, la forme du groupement solidaire.

✓ **Le mandataire**

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné à l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de la collectivité et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

✓ **Les sous-traitants**

Le mandataire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le SDEC.

5. Conclusion du marché

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est conclu entre :

- ✓ Le SDEC désigné, à l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le présent CCAP et ;
- ✓ le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement et dénommé « **maître d'œuvre** » dans le présent CCAP.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

1. Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- ✓ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- ✓ Le mémoire technique du candidat (entreprise unique ou groupement) indiquant notamment :
 - la démarche envisagée ;
 - la description chronologique explicite de chaque étape de la prestation ;
 - Son organisation prévisionnelle pour la réalisation de l'opération, en particulier par le temps affecté au suivi de chantier sur le terrain ;
 - la qualification des membres de l'équipe mobilisée pour le marché ;
 - Le CV de la (ou des) personne(s) chargée(s) particulièrement de l'exécution de la mission et du suivi des travaux.
 - toute autre information utile à la compréhension de l'offre ou demandée, par ailleurs, dans le CCAP ;
 - la décomposition des prix global forfaitaire ;
 - le planning d'exécution ;
 - le délai d'exécution.

2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3 du présent CCAP.

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux Marchés Publics de prestations intellectuelles (CCAP-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 ;
- ✓ Le décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrages à des prestataires de droit privés ;
- ✓ L'annexe de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 8 septembre 2009 ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux.

Ces pièces ne sont pas fournies par le SDEC mais sont consultables sur le site www.btp.equipement.gouv.fr ou www.minefe.gouv.fr

ARTICLE 4 : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE -TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

CHAPITRE 2 : MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

ARTICLE 5 : ENGAGEMENT

1. Engagement sur le montant prévisionnel

Le coût global de chaque projet de travaux est rappelé dans l'objet et indiqué dans chaque étude de faisabilité correspondante jointe au présent marché.

A chaque étape, Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer de l'évolution de ces différents montants et de proposer au SDEC et à la commune, le cas échéant, les ajustements nécessaires.

Conformément à l'article 30 I du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le maître d'œuvre s'engage sur le montant total prévisionnel de l'opération arrêté au plus tard avant le lancement de la procédure de passation du ou des contrats de travaux incluant les éléments précités.

Le total des offres, négociées le cas échéant, issues de la consultation ne pourra être supérieur au coût fixé dans l'étude de faisabilité de plus de 10% (coût plafond).

En cas de dépassement, le SDEC demandera au maître d'œuvre de reprendre ses études, sans rémunération supplémentaire ou décidera d'attribuer. Dans ce dernier cas, le maître d'œuvre supportera une pénalité de dépassement définie comme suit :

$$\text{Montant de la pénalité} = (\text{coût final} - \text{coût plafond}) \times 50 \% (\text{taux de pénalité})$$

Cette pénalité est non applicable si dépassement est due à des demandes complémentaires du maître d'ouvrage précisant expressément qu'il autorise un dépassement du coût plafond. Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission antérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

2. Engagement sur le montant global

Conformément à l'article 30 II du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, le maître d'œuvre s'engage sur le coût global des travaux, coût issu de l'attribution des marchés de travaux.

En cas de dépassement, le maître d'œuvre supportera une pénalité de dépassement définie comme suit :

$$\text{Montant de la pénalité} = (\text{coût final} - \text{coût global}) \times 50 \% (\text{taux de pénalité})$$

Cette pénalité est non applicable si dépassement est due à des demandes complémentaires du maître d'ouvrage précisant expressément qu'il autorise un dépassement du coût plafond.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 6 : ELEMENTS DE MISSIONS

Le maître d'œuvre s'engage à mettre tous les moyens nécessaires pour le respect de cet article, tant dans le suivi de l'exécution des travaux que dans le suivi administratif et financier.

Chaque élément de mission fait l'objet d'un ordre service établi et notifié par le SDEC, maître d'ouvrage. La réception de l'ordre de service par le maître d'œuvre vaut point de départ des délais.

En fin, il est à noter que le maître d'œuvre rédige et diffuse tous les procès-verbaux et/ou comptes rendus de réunions auxquelles il prend part.

Les éléments de la mission, pour chaque projet de travaux, sont définis comme établi dans le tableau suivant :

Tableau des éléments de la mission

MISSION	DESCRIPTION
APS Mission Avant-Projet Sommaire	<ul style="list-style-type: none"> a. Validation de l'étude de faisabilité : confirmation (après examens et analyses) des hypothèses, définition des principes de fonctionnement et des contraintes, détermination des études supplémentaires éventuelles le cas échéant ; b. Définition et clarification des hypothèses pour chaque aspect étudié et fourniture des formules utilisées et de l'argumentaire ; c. Définition et fourniture des besoins exacts de consommation et des puissances de chaudières et sous-stations à installer ; d. Définition des différents réseaux et fourniture des données argumentées (recensement, volume et tracé au 200ème) ; e. Calcul et fourniture de l'argumentaire de l'estimation financière globale ; f. Etablissement des plannings prévisionnels ; g. Montage des dossiers financiers pour les différents acteurs (ADEME, Région, Europe, etc.), et particulièrement l'appel à projet n°3 de la région relative à la rénovation énergétique des bâtiments publics ; h. Gestion technique et financière du dossier de l'appel à projet n°3 de la région auquel sera soumis le projet : réalisation et fourniture des études demandées à l'appel à projet, montage du dossier technique et financier, gestion du dossier auprès de la Région et/ou de l'Ademe, etc. ; i. Définition des puissances installées (et des besoins) et du coût prévisionnel de l'installation par bâtiment ou sous-station (abonnement et consommation annuelle) ; j. Restitution des résultats de l'APS et fourniture d'un rapport papier et d'une version électronique au format Word et/ou Excel ou tout autre format modifiable, après la validation des données par le SDEC et le maître d'ouvrage ; k. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.
APD Mission Avant-Projet Définitif	<ul style="list-style-type: none"> a. Réalisation et fourniture de résultats argumentés : hypothèses posées et explicites, formules définies et présentées, rappel de l'origine des décisions relatives aux hypothèses, etc. pour chaque poste étudiée ; indication des sources pour tous les chiffres et autres données ; b. Définition des différents réseaux (recensement, volume et tracé au 100ème) ; c. Calcul des estimations financières définitives (globale, par tranche et par lot) ; d. Etablissement des plannings prévisionnels par lots ; e. Etablissement des dossiers administratifs nécessaires (permis de construire, autorisation, etc.) ; f. Etablissement du planning général de l'opération ; g. Définition des puissances installées (et des besoins) et du coût de l'installation par bâtiment ou sous-station (abonnement et consommation annuelle) ; h. Fourniture au maître d'ouvrage des données financières nécessaires à l'élaboration du budget de la collectivité ; i. Simulation financière de l'évolution annuelle du projet jusqu'à 15 ans ; j. Définition de l'année du temps de retour d'équilibre de l'investissement ; k. Gestion technique et financière du dossier de l'appel à projet n°3 de la région auquel sera soumis le projet : réalisation et fourniture des études demandées à l'appel à projet le cas échéant, montage du dossier technique et financier, gestion du dossier auprès de la Région et/ou de l'Ademe, etc. ; l. Restitution des résultats de l'APD et fourniture d'un rapport papier et d'une version électronique au format Word et/ou Excel ou tout autre format modifiable, après la validation des données par le SDEC et le maître d'ouvrage ; m. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.
PRO Etudes de Projet	<ul style="list-style-type: none"> a. Finalisation des études et plans de conception générale, par lot ; b. Définition des performances et modalités de réception des travaux ; c. Réalisation, pour chaque lot, du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ; d. Intégration des contraintes d'organisation de chantier (Plan Général de Coordination) et de réception ; e. Etablissement du planning des travaux ; f. Pour le domaine du bâtiment, plans au 50ème avec les détails significatifs au variant du 1/20 au 1/2 ; g. Définition du coût prévisionnel des travaux par lots, sur la base d'un avant -

	<p>métré fourni par le maître d'œuvre ;</p> <p>h. Remise des données au SDEC, au format papier et numérique (Word et/ou Excel) ou tout autre format modifiable ;</p> <p>i. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.</p>
<p>ACT Mission Assistance Passation des contrats de travaux</p>	<p>a. Rédaction et remises des pièces techniques et financières du dossier de consultation des entreprises (détail estimatif, bordereau de prix de marché, CCTP) ;</p> <p>b. Relecture, appréciation, actualisation et validation des pièces administratives du DCE (Règlement de consultation, cahiers des clauses administratives particulières, etc.) proposées par le maître d'ouvrage et fournitures des éléments nécessaires à leur élaboration ;</p> <p>c. Fourniture d'informations techniques aux candidats suite à la publication ;</p> <p>d. Participation réunions de commissions d'appel d'offres et analyse technique et financière des candidatures et des offres ;</p> <p>e. Rédaction et remises des différents rapports relatifs à l'analyse des dossiers des offres : analyse et classement des offres, rapport d'analyse des offres, etc.</p> <p>f. Organisation des négociations éventuelles avec les entreprises et assistance au maître d'ouvrage à la mise au point du marché ;</p> <p>g. Fourniture au maître d'ouvrage des données financières nécessaires à l'élaboration du budget de la collectivité ;</p> <p>h. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.</p>
<p>EXE Etudes d'Exécution</p>	<p>a. Réalisation des études d'exécution (respect des dispositions du projet) ;</p> <p>b. Calculs et plans complétant l'étude de projet ;</p> <p>c. Etablissement des plans de synthèse des différents lots ;</p> <p>d. Le cas échéant, délivrance des visas d'exécution (notamment pour les aspects réalisés par les entreprises) ;</p> <p>e. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.</p>
<p>DET Mission Direction de L'Exécution des contrats de Travaux</p>	<p>a. Rédaction des différents ordres de service ;</p> <p>b. Coordination et supervision des travaux ;</p> <p>c. Contrôle des travaux et prestations effectuées par les entreprises ;</p> <p>d. Vérification des décomptes et situations des entreprises ;</p> <p>e. Proposition des paiements des entreprises au maître d'ouvrage ;</p> <p>f. Gestion des réclamations ;</p> <p>g. Direction (organisation) des réunions de chantier et rédaction des comptes rendus ;</p> <p>h. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.</p>
<p>AOR Mission Assistance aux Opérations de Réception sur l'ensemble de l'opération</p>	<p>a. Définition et organisation des opérations de réception et dressage des procès-verbaux ;</p> <p>b. Conseil dans les opérations de réception ;</p> <p>c. Constitution/Rédaction du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;</p> <p>d. Validation des performances des installations ;</p> <p>e. Gestion des réserves (consignation, levées, ...) ;</p> <p>f. Relevé des problèmes techniques qui pourraient survenir pendant la période de garantie de parfait achèvement ;</p> <p>g. Assistance du maître d'ouvrage pour la mise en service des équipements ;</p> <p>h. Animation des réunions relatives au projet et rédaction du compte rendu.</p>
<p>OPC Ordonnancement, Pilotage et Coordination</p>	<p>a. Organisation générale du chantier ;</p> <p>b. Définition de l'ordonnancement de l'opération ;</p> <p>c. Coordination et pilotage des travaux ;</p> <p>d. Direction des réceptions et des levées de réserves ;</p> <p>e. Animation des réunions et rédaction des comptes rendus.</p>
<p>Mission Gestion/Exploitation</p>	<p>a. Définition (et présentation lors d'une restitution pour validation) pour le maître d'ouvrage d'un cahier des clauses techniques particulières pour l'entretien et la maintenance des installations (P2 et P3) ;</p> <p>b. Précision et validation des puissances installées (et des besoins) et du coût de l'installation par secteur du bâtiment (maire, école, atelier, etc.) ou sous-station (abonnement et consommation annuelle) ;</p> <p>c. Rédaction et remise d'un rapport financier final de l'installation avec l'ensemble des postes de dépenses réalisées (maîtrise d'œuvre travaux, coûts administratifs, etc.)</p>

La présente mission comprend également les prestations nécessaires au remplacement d'une entreprise défaillante (constat contradictoire, consultation des entreprises, choix d'une autre entreprise).

ARTICLE 7 : INFORMATIONS RECIPROQUES

1. Informations données par l'assistance à la maîtrise d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment de :

- ✓ Toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier tout observation et de demande de pièce complémentaire ;
- ✓ Toute observation ou tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autorités intervenantes.

2. Informations données par le maître d'œuvre à la maîtrise d'ouvrage pendant l'exécution

Le maître d'œuvre communique à l'assistance à la maîtrise d'ouvrage toutes les informations et pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage. Les rapports seront éventuellement transmis par courrier électronique et dans tous les cas sur un support reproductible. Les rapports définitifs seront transmis en quatre exemplaires originaux, dont un exemplaire papier reproductible et sur support informatique compatible World ou Excel. Tous les documents transmis par voie électronique auront subi un traitement par un antivirus.

3. Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître le contenu.

4. Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

ARTICLE 8 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1, 2^e alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse et dans les conditions d'exécution des stipulations de l'article 41.6 du CCAG applicables aux marchés de travaux, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du maître d'œuvre, par la maîtrise d'ouvrage, dans les conditions prévues par le CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE 3 : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 9 : FORFAIT DE REMUNERATION

Le forfait de rémunération est celui sur lequel le maître d'œuvre s'est engagé dans son offre. Conformément l'article 29 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, il est établi sur la connaissance de l'étendue et de la complexité de la mission et du montant des travaux. Il est définitif. Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

ARTICLE 10 : FORME DU PRIX

1. Variation des prix

Les prix de toutes les missions sont fermes et actualisables,

2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro » ou M0.

3. Modalités d'actualisation des prix fermes et actualisables (Mission ACT et AOR)

L'actualisation prévue à l'article 18 du code des marchés publics est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$C_m = I(M-3) / I(M0)$$

dans laquelle M0 et M-3 sont les valeurs définitives prises respectivement au mois zéro (M0) et au mois (M-3) par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois M du début du délai contractuel d'exécution des missions (à date d'émission de l'ordre de service) soit postérieur de plus de trois mois au mois 0

4. Choix de l'indice de référence

L'indice de référence I choisi en raison de la structure pour l'actualisation des prix faisant l'objet du marché est l'index SYNEC, indice des salaires des bureaux d'études techniques.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

1. Avances

En fonction de la mention portée à l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions fixées par le code des marchés publics. Le remboursement s'effectuera par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Toutefois, le titulaire, à l'exception des organismes publics, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.00 % du montant de l'avance. Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie.

2. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes périodiques, à l'acceptation, pour chaque élément de la mission, des résultats (rapports) par le SDEC. Les acomptes sont calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs et selon les conditions suivantes :

MISSION	DESCRIPTION
APS Mission Avant Projet Sommaire	<ul style="list-style-type: none"> 100% à la remise des dossiers financiers pour les différents financeurs (Action Climat notamment) ;
APD Mission Avant Projet Définitif	<ul style="list-style-type: none"> 100% à l'accord du permis de construire
PRO Etudes de Projet	<ul style="list-style-type: none"> 100% à la remise du dossier final
ACT Mission Assistance passation des contrats de travaux	<ul style="list-style-type: none"> 50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
EXE Etudes d'Exécution	<ul style="list-style-type: none"> 100% à la validation des études d'exécution.
DET Mission Direction de l'Exécution des contrats de Travaux	<ul style="list-style-type: none"> 85% : En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début 15 % : À la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR Mission Assistance aux Opérations de Réception	<ul style="list-style-type: none"> 40 % : À l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès verbal des opérations préalables à la réception

sur l'ensemble de l'opération	<ul style="list-style-type: none"> • 50 % À l'achèvement des levées de réserves • 10% à l'achèvement de la mission conformément à l'article 6 du présent CCAP et à la réception du DOE validé et sans réserves.
OPC Ordonnancement, Pilotage et Coordination	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % : En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début • 15 % : À la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
Mission Gestion/Exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • 50% à la remise des CCTP pour le P1 et pour le P2&P3 ; • 50% à la remise du dossier final

✓ **Projet de décompte périodique**

Pour l'application des articles 12 et 12 bis du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au SDEC, par lettre recommandée avec avis de réception ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

✓ **Décompte périodique**

Le décompte périodique établi par maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la phase ou la période considérée, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- ❖ l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- ❖ les pénalités éventuelles pour retard ;
- ❖ l'incidence de l'actualisation ou de la révision de prix

✓ **Acompte périodique.**

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le SDEC qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir :

- ❖ le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- ❖ l'incidence de la TVA ;
- ❖ le montant TTC de l'acompte à verser, ce montant étant augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Si le SDEC modifie le projet du maître d'œuvre, il notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte accompagné du décompte modifié.

3. Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au SDEC une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

✓ **Décompte final.**

Le décompte final établi par le maître d'œuvre comprend :

- ❖ Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final tenant éventuellement compte de l'incidence de l'actualisation et/ou de la révision ;
- ❖ Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- ❖ La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission (rémunération moins pénalités).

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

✓ **Décompte général - Etat du solde.**

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- ❖ Le décompte final ci-dessus ;
- ❖ La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- ❖ Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;

- ❖ L'incidence de la TVA. ;
- ❖ L'état du solde à verser au titulaire ;
- ❖ La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif après acceptation par le maître d'œuvre.

✓ **Délais de paiement**

Les sommes dues au titulaire sont payées, en exécution du présent marché et dans un délai global à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte. Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Conformément à l'article 98 du code des marchés publics, les sommes dues au titulaire, en exécution du présent marché, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai indiqué ci-dessus fait courir de plein droit et sans aucune autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux de ces intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

4. Pénalités en cas de retard applicables à la maîtrise d'œuvre

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI et ce sans exonération, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des documents relatifs aux éléments de la mission, dont les délais sont fixés à l'acte d'engagement, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 5% du montant hors taxes de la mission concernée.

CHAPITRE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 12 : COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation est notifié par l'assistance à la maîtrise d'ouvrage au maître d'œuvre au travers de l'étude de faisabilité. Toute variation entre le coût de réalisation et le coût prévisionnel est sans incidence sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre.

ARTICLE 13 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres permettant la passation du marché de travaux.

ARTICLE 14 : DECOMPTE MENSUEL -DECOMPTE FINAL

Le titulaire devra établir, pour le maître d'ouvrage, les décomptes mensuels et finaux liés à chaque marché de travaux conclu.

1. Vérification des projets de décomptes mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG Travaux applicable aux marchés publics, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies au CCAG Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant ainsi que la date de réception de la demande de l'entrepreneur, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

✓ **Délai de vérification**

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **7 jours** (sept) jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

✓ **Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, si le délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à **50€**.

En cas de paiement d'intérêts moratoires du fait du retard du maître d'œuvre dans la gestion des acomptes mensuels, le montant des intérêts moratoires sera appliqué en sus en tant que pénalité.

2. Vérification du projet de décompte final

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur qui lui a été transmis par ce dernier par lettre recommandée avec avis de réception ou remis contre récépissé, conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

✓ **Délais de vérification**

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement du décompte général est fixé à **10 jours** (dix jours) à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

✓ **Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de retard de vérification du décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à **25€**.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

3. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de **trois semaines** à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation d'une entreprise. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire est de **100 euros**.

ARTICLE 15 : ORDRES DE SERVICE

1. Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage délégué

Les décisions du maître d'ouvrage délégué prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

✓ **Forme de la notification**

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

✓ **Nécessité d'un ordre de service de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage délégué**

- ❖ Quand une décision de la maîtrise d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- ❖ Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- ❖ Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

✓ **Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves**

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG PI, lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires.

2. Ordres de services délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées au CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants, le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable :

- ❖ modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- ❖ notification de la date de commencement des travaux ;
- ❖ passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- ❖ notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- ❖ interruption ou ajournement des travaux ;
- ❖ modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;

3. Avenants négociés avec l'assistance à la maîtrise d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- ❖ des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP ;
- ❖ des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993 ;
- ❖ des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- ❖ au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études ;
- ❖ des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux ;
- ❖ du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 16 : DELAI D'EXECUTION

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception selon les délais sur lesquels le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement. Le non respect de ces délais entraînera l'application des pénalités fixées à l'article 11.4 du présent CCAP.

La durée des travaux est évaluée à 6 mois.

CHAPITRE 5 : LITIGES, CONTESTATIONS ET RESILIATION

ARTICLE 17 : LITIGE

Il est expressément convenu que tous les litiges ou difficultés intervenus entre le SDEC et le titulaire, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du contrat, qu'ils n'aient pu résoudre à l'amiable, seront soumis au Tribunal Administratif de Limoges.

ARTICLE 18 : MISE EN DEMEURE

En cas d'inexécution de tout ou partie des engagements du titulaire du marché ou en cas de manquements graves et renouvelés du titulaire du marché à ses obligations, le pouvoir adjudicateur lui adresse, par lettre recommandée avec accusé de réception, une injonction de mise en conformité.

ARTICLE 19 : RESILIATION DU CONTRAT

Si, dans un délai de huit jours à compter de la réception de cette mise en demeure, le prestataire n'a pas satisfait à ses obligations ou apporté la preuve de sa bonne foi, le contrat est résilié de plein droit, en tout ou en partie et sans l'accomplissement d'aucune formalité judiciaire. La résiliation intervient alors

par lettre recommandée avec accusé de réception. Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au CCAG-PI avec les précisions suivantes :

❖ **ARTICLE 19.1 : RESILIATION SUR DECISION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE**

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement. Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue au CCAG-PI est fixée à 4 % de la partie résiliée du marché.

❖ **ARTICLE 19.2 : RESILIATION SUR DEMANDE DU MAITRE D'ŒUVRE**

Conformément au CCAG PI, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

❖ **ARTICLE 19.3 : RESILIATION AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE**

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus au CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

CHAPITRE 6 : DEROGATIONS AUX CCAGs

Pénalités

- ❖ Chapitre 3- Article 11. 4 : Déroge à l'article 14 du CCAG-PI
- ❖ Chapitre 4 : Déroge à l'article 14 du CCAG-PI

Ordre de service

- ❖ Chapitre4-article 15 : Déroge à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Guéret, le 11 juin 2019
André MAVIGNER

Date et signature du candidat
(avec la mention « Lu et approuvé »)



Président du SDEC